

**MUNICIPALITÉ DE
PETITE-RIVIÈRE-SAINT-FRANÇOIS**

RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

31 DÉCEMBRE 2020

	Pages
ATTESTATION DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	1 à 3
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	
Sommaire des résultats à des fins fiscales consolidés	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé des flux de trésorerie	6
Renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	7
Excédent (déficit) accumulé consolidé	8 à 11
Notes complémentaires	12 à 26
ANNEXES	
A Analyse des revenus de fonctionnement consolidés	27 et 28
B Analyse des charges de fonctionnement consolidées	29 et 30
C Charges par objets consolidées	31

ATTESTATION DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du Conseil de
MUNICIPALITÉ DE PETITE-RIVIÈRE-SAINT-FRANÇOIS,

Les états financiers consolidés condensés ci-joints sont dans l'ensemble conformes à ceux contenus dans le rapport financier de la municipalité au 31 décembre 2020 sur lesquels nous avons émis, ce jour, notre rapport de l'auditeur indépendant reproduit ci-dessous.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du Conseil,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **MUNICIPALITÉ DE PETITE-RIVIÈRE-SAINT-FRANÇOIS** (l'«entité»), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **MUNICIPALITÉ DE PETITE-RIVIÈRE-SAINT-FRANÇOIS** au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **MUNICIPALITÉ DE PETITE-RIVIÈRE-SAINT-FRANÇOIS** inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 24, 25 et 28 à 31 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

André Gauthier Paré et Associés

Comptables professionnels agréés
Société en nom collectif¹

Baie-Saint-Paul, Québec
Le 8 juillet 2021

¹ Par Sébastien Roy, CPA auditeur, CA

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Budget 2020		Réalizations 2020		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement	1	5 610 986	5 570 334	5 798 223	40 887	5 798 223	5 798 223
Investissement	2	2 489 671		1 372 935		1 372 935	1 372 935
	3	8 100 657	5 570 334	7 171 158	40 887	7 171 158	7 171 158
Charges	4	5 919 696	5 714 631	5 660 928	34 903	5 654 944	5 654 944
Excédent (déficit) de l'exercice	5	2 180 961	(144 297)	1 510 230	5 984	1 516 214	1 516 214
Moins : revenus d'investissement	6	(2 489 671)		(1 372 935)		(1 372 935)	(1 372 935)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(308 710)	(144 297)	137 295	5 984	143 279	143 279
Éléments de conciliation à des fins fiscales							
Amortissement des immobilisations	8	1 387 945	1 400 000	1 437 213		1 437 213	1 437 213
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9						
Remboursement de la dette à long terme	10	(920 063)	(909 400)	(930 153)		(930 153)	(930 153)
Affectations							
Activités d'investissement	11	(457 549)	(317 872)	(290 747)		(290 747)	(290 747)
Excédent (déficit) accumulé	12	187 361	(66 381)	(26 787)		(26 787)	(26 787)
Autres éléments de conciliation	13	2 200	37 950	321 466		321 466	321 466
	14	199 894	144 297	510 992		510 992	510 992
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	(108 816)		648 287	5 984	654 271	654 271

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.
Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 840 213	1 718 897
Débiteurs (note 5)	2	10 656 884	11 015 321
Prêts (note 6)	3	159 500	32 800
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	12 656 597	12 767 018
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 742 131	3 205 737
Revenus reportés (note 12)	12	290 602	303 634
Dette à long terme (note 13)	13	22 543 265	23 715 035
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	133 692	148 040
Autres passifs (note 14)	15		
	16	25 709 690	27 372 446
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(13 053 093)	(14 605 428)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	40 010 765	40 020 782
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	2 318	2 318
Stocks de fournitures	20	38 844	61 199
Autres actifs non financiers (note 18)	21	88 514	92 263
	22	40 140 441	40 176 562
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	27 087 348	25 571 134

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 516 214	2 178 958
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	1 437 213	1 387 945
Autres			
▪ Perte sur cession d'immos	3	40 031	
▪ Transfert des rues promoteurs	4	(866 000)	
	5	2 127 458	3 566 903
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	358 437	(1 720 218)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(463 606)	262 504
Revenus reportés	9	(13 032)	(180 072)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(14 348)	18 370
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	22 355	(26 566)
Autres actifs non financiers	13	3 749	(25 038)
	14	2 021 013	1 895 883
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(834 362)	(2 526 188)
Produit de cession	16	233 135	
	17	(601 227)	(2 526 188)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(175 000)	(10 000)
Remboursement ou cession	19	48 300	2 200
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	(126 700)	(7 800)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	439 200	2 188 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 681 400)	(1 177 156)
Variation nette des emprunts temporaires	25		(466 625)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	70 430	5 259
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	(1 171 770)	549 478
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	121 316	(88 627)
Solde déjà établi	31	1 718 897	1 807 524
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	1 718 897	1 807 524
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 840 213	1 718 897

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Réalizations 2020		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenaires		
Revenus d'investissement	1	2 489 671	1 372 935		1 372 935
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(13 666)	4 243)	(4 243)	
Sécurité publique	3	(12 103)	21 794)	(21 794)	
Transport	4	(1 836 180)	1 321 764)	(1 321 764)	
Hygiène du milieu	5	(364 950)	204 417)	(204 417)	
Santé et bien-être	6	()	()	()	
Aménagement, urbanisme et développement	7	(3 045)	()	()	
Loisirs et culture	8	(296 244)	148 144)	(148 144)	
Réseau d'électricité	9	()	()	()	
	10	(2 526 188)	1 700 362)	(1 700 362)	
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(10 000)	175 000)	(175 000)	
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	443 540			
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	457 549	290 747		290 747
Excédent accumulé	15	89 447			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	2 000	54 164		54 164
Excédent de fonctionnement affecté	17	306 382	32 347		32 347
Réserves financières et fonds réservés	18	855 378	377 258		377 258
	19	(1 237 270)	(1 498 104)		(1 498 104)
	20	1 252 401	(125 169)		(125 169)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	417 593	(30 517)
Excédent de fonctionnement affecté	2	382 756	248 601
Réserves financières et fonds réservés	3	159 627	107 689
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(94 821)	(134 477)
Financement des investissements en cours	5	282 709	407 878
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	25 749 842	24 703 006
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	27 087 348	25 571 134
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	417 593	(30 517)
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	417 593	(30 517)
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Pour l'exercice suivant	12	53 460	32 359
▪ Taxation Hameau et Fief	13	17 000	33 000
▪ Enseignes	14	29 500	33 500
▪ Subvention COVID-19	15	94 400	
▪ Contribution à des organismes	16	50 000	25 000
▪ Mise à jour du site WEB	17	8 000	8 000
▪ Habitation durable	18	31 700	31 700
▪ Modification électric. garagr	19	22 250	
▪ Autres	20	69 543	84 123
	21	375 853	247 682
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Excédent -Accès Petite-Rivière	22	6 903	919
▪	23		
▪	24		
	25	6 903	919
	26	382 756	248 601

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	108 410
Organismes contrôlés et partenariats	38	56 472
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	51 217
Organismes contrôlés et partenariats	42	51 217
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47	159 627
	48	107 689
	48	159 627
		107 689

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
 AU 31 DÉCEMBRE 2020

2020

2019

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables

Avantages sociaux futurs

Déficit initial au 1^{er} janvier 2007

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	()()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	()()

Avantages postérieurs au 1^{er} janvier 2007

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite

Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	()()
---	----	---	----	---

Autres	52	()()
--------	----	---	----	---

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53	(38 636)(43 466)
--	----	---	--------	----	--------	---

54	(38 636)(43 466)
----	---	--------	----	--------	---

Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55	()()
---	----	---	----	---

Assainissement des sites contaminés	56	()()
-------------------------------------	----	---	----	---

Appariement fiscal pour revenus de transfert	57	()()
--	----	---	----	---

Autres	58	()()
--------	----	---	----	---

▪	59	()()
---	----	---	----	---

60	(38 636)(43 466)
----	---	--------	----	--------	---

Mesures d'allègement fiscal transitoires

Modifications comptables du 1^{er} janvier 2000

Salaires et avantages sociaux	61	()()
-------------------------------	----	---	----	---

Intérêts sur la dette à long terme	62	()()
------------------------------------	----	---	----	---

Mesures relatives à la TVQ

Utilisation du fonds général	63	()()
------------------------------	----	---	----	---

Utilisation du fonds de roulement	64	()()
-----------------------------------	----	---	----	---

Mesure relative aux frais reportés	65	()()
------------------------------------	----	---	----	---

Autres	66	()()
--------	----	---	----	---

▪	67	()()
---	----	---	----	---

68	()()
----	---	----	---

Financement à long terme des activités de fonctionnement

Mesure transitoire relative à la TVQ	69	()()
--------------------------------------	----	---	----	---

Frais d'émission de la dette à long terme	70	()()
---	----	---	----	---

Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71	()()
--	----	---	----	---

Autres	72	()()
--------	----	---	----	---

▪	73	()()
---	----	---	----	---

74	()()
----	---	----	---

Éléments présentés à l'encontre des DCTP

Financement des activités de fonctionnement	75	133 457	177 943
---	----	---------	---------

Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76		
---	----	--	--

Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77		
--	----	--	--

Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78		
---	----	--	--

Autres	79		
--------	----	--	--

80	133 457	177 943
----	---------	---------

81	(94 821)(134 477)
----	---	--------	----	---------	---

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
 AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 1 323 329	1 203 772
Investissements à financer	83 (1 040 620)	(795 894)
	84 282 709	407 878
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 40 010 765	40 020 782
Propriétés destinées à la revente	86 2 318	2 318
Prêts	87 159 500	32 800
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 40 172 583	40 055 900
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 40 172 583	40 055 900
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (22 543 265)	(23 715 035)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (183 835)	(254 265)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 8 304 359	8 616 406
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (14 422 741)	(15 352 894)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ()	()
	100 (14 422 741)	(15 352 894)
	101 25 749 842	24 703 006

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

Municipalité de Petite-Rivière-Saint-François est une municipalité locale régie par le Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages 24 et 25 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages 28 à 31.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant l'organisme qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, de la corporation "Accès Petite-Rivière", organisme contrôlé faisant partie du périmètre comptable de la municipalité.

Accès Petite-Rivière est un organisme sans but lucratif mandaté par la municipalité pour promouvoir, favoriser et stimuler le développement économique, social, communautaire, domiciliaire et commercial sur le territoire de la municipalité.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de Municipalité de Petite-Rivière-Saint-François, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

Prêts

Les prêts sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

b) Actifs non financiers

S.O.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

Stocks

Les stocks sont évalués à la moindre valeur (coût - valeur de réalisation nette). Le prix coûtant est établi d'après la méthode du premier entré, premier sorti.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Immobilisations

Les actifs immobilisés sont comptabilisés au coût et sont amortis en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode linéaire selon les durées suivantes:

Infrastructures

- Pavage - 15 ans
- Réseaux d'éclairage, parcs et terrains de jeux - 20 ans
- Autres - 40 ans

Bâtiments - 40 ans

Véhicules - 20 ans

Ameublement et équipement de bureau - 10 ans

Équipement informatique - 5 ans

Outillage et équipement - 10 ans

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont présentées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Contributions reportées du gouvernement du Québec

Les contributions reçues de promoteurs, de la MRC de Charlevoix et du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de contributions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les contributions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de réfection et entretien de certaines voies publiques et du Fonds parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par les fonds.

E) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Indemnités de départ

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations accumulées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants.

Les montants accumulés au 1er janvier 2013, inscrits à titre de dépenses constatées à taxer ou à pourvoir, sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2013 : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

La municipalité évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations entre apparentés qui sont évaluées à la valeur comptable ou à la valeur d'échange

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

selon le cas. Elle évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût ou au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des débiteurs et des prêts. Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs et charges à payer, de la dette à long terme et du passif au titre des avantages sociaux futurs.

l) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 840 213	1 718 897
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	1 840 213	1 718 897
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

5. Débiteurs

		2020	2019
Taxes municipales	11	783 787	787 505
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	8 951 643	9 733 607
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14		
Organismes municipaux	15	11 749	
Autres			
▪ TPS-TVQ à recevoir	16	99 794	147 912
▪ Autres	17	809 911	346 297
	18	10 656 884	11 015 321
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	8 304 359	8 616 406
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	8 304 359	8 616 406
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	26 653	1 653

Note

Le solde à recevoir du Gouvernement du Québec inclut une réclamation estimée de 436 000 \$ auprès du ministère de la Sécurité publique qui fait suite à des bris importants aux infrastructures municipales occasionnés par des pluies abondantes en août 2015. En date du présent rapport, le montant réclamé n'a pas fait l'objet d'une acceptation définitive de la part du ministère. Le montant présenté aux états financiers est basé sur les sommes réclamées et comptabilisées aux livres de la municipalité. Le cas échéant, la portion de la réclamation non compensée fera l'objet d'un ajustement aux états financiers du prochain exercice.

6. Prêts

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪ Prêt Règlement no 608	26	19 500	32 800
▪ Solde prix de vente terrains	27	140 000	
	28	159 500	32 800
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

7. Placements de portefeuille

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(133 692)	(148 040)
	37	(133 692)	(148 040)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	(14 348)	18 370
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	38 997	36 633
Régimes de retraite des élus municipaux	42	6 291	5 896
	43	30 940	60 899

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires**

Un emprunt bancaire autorisé pour un montant de 400 000 \$ porte intérêt au taux préférentiel bancaire et fait l'objet d'une révision annuelle. Le solde de cet emprunt est nul au 31 décembre 2020.

La municipalité dispose également de crédits bancaires autorisés aux montants prévus de règlements d'emprunt. Ces dettes portent intérêt au taux préférentiel bancaire. Le solde de ces emprunts est nul au 31 décembre 2020.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	729 974	570 527
Salaires et avantages sociaux	48	194 222	216 722
Dépôts et retenues de garantie	49	1 658 619	2 251 271
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Intérêts courus sur DLT	51	112 954	120 500
▪ Gouvernement du Québec	52	36 299	27 255
▪ Organismes municipaux	53	10 063	19 462
▪	54		
▪	55		
	56	2 742 131	3 205 737

Note**12. Revenus reportés**

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	59 293	67 086
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	24 951	51 548
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ MRC de Charlevoix	67	17 676	
▪ Gouvernement du Québec	68	185 000	185 000
▪ Loyer	69	3 682	
▪	70		
	71	290 602	303 634

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,85	3,45	2021	2025	72	22 727 100	23 889 300
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres					79		80 000
					80	22 727 100	23 969 300
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(183 835)	(254 265)
					82	22 543 265	23 715 035

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2021	83		3 762 800			3 762 800
2022	84		3 590 900			3 590 900
2023	85		11 258 800			11 258 800
2024	86		4 022 800			4 022 800
2025	87		91 800			91 800
2026 et plus	88					
	89		22 727 100			22 727 100
Intérêts et frais accessoires	90					
	91		22 727 100			22 727 100

Note**14. Autres passifs**

	2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	
Assainissement des sites contaminés	93	
Autres		
▪	94	
▪	95	
▪	96	
▪	97	
	98	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

15. Actifs financiers nets (dette nette)

		2020	2019
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	(13 053 093)	(14 605 428)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 ())
Autres	101 ())
	102	(13 053 093)	(14 605 428)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	7 426 608	82 713		7 509 321
Eaux usées	104	9 142 170	115 545		9 257 715
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	26 293 776	1 292 450		27 586 226
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	106	3 194 033	89 997		3 284 030
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	3 078 133	58 147		3 136 280
Améliorations locatives	110				
Véhicules	111	1 780 806		196 326	1 584 480
Ameublement et équipement de bureau	112	201 143	1 450		202 593
Machinerie, outillage et équipement divers	113	602 338	60 060		662 398
Terrains	114	628 910		175 000	453 910
Autres	115				
	116	52 347 917	1 700 362	371 326	53 676 953
Immobilisations en cours	117				
	118	52 347 917	1 700 362	371 326	53 676 953
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	1 550 735	185 668		1 736 403
Eaux usées	120	1 225 044	228 555		1 453 599
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	5 890 749	727 536		6 618 285
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	122	1 533 670	88 517		1 622 187
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	1 053 351	69 733		1 123 084
Améliorations locatives	126				
Véhicules	127	627 345	76 502	98 160	605 687
Ameublement et équipement de bureau	128	150 527	12 876		163 403
Machinerie, outillage et équipement divers	129	295 714	47 826		343 540
Autres	130				
	131	12 327 135	1 437 213	98 160	13 666 188
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	40 020 782			40 010 765

Biens loués en vertu de contrats de location-
acquisition inclus dans les immobilisations

Coût	133				
Amortissement cumulé	134	()	()
Valeur comptable nette	135	()	()

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136	1 603	1 603
Immeubles industriels municipaux	137		
Autres	138	715	715
	139	2 318	2 318
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	2 318	2 318

Note

18. Autres actifs non financiers

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪ Assurances	142	88 514	87 263
▪ Contribution à un OBNL	143		5 000
▪	144		
Autres			
▪	145		
▪	146		
	147	88 514	92 263

Note

19. Obligations contractuelles

CONVENTION COLLECTIVE

La municipalité a signé en 2020 une première convention collective avec ses employés syndiqués qui sera en vigueur jusqu'en décembre 2022.

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
Organisme sans but lucratif	84 500	54 703	69 690
	148	84 500	69 690

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et du budget adopté par l'organisme contrôlé, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

Risques et concentrations

La municipalité, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques sans pour autant être exposée à des concentrations de risque. Les principaux sont détaillés ci-après.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. La municipalité est exposée à ce risque principalement en regard à sa dette à long terme, ses créditeurs et son passif au titre des avantages sociaux futurs. La direction estime qu'elle disposera des liquidités nécessaires pour honorer ses engagements financiers.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit pour la municipalité sont liés aux débiteurs et aux prêts. La municipalité consent du crédit dans le cours normal de ses activités. Pour ce qui est des comptes clients, la municipalité ne court aucun risque important à l'égard d'un client unique.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché. Le risque de marché inclut trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix autre. La municipalité est principalement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt du marché. La municipalité est exposée au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

à taux d'intérêt variable. Les instruments à taux d'intérêt fixes assujettissent la municipalité à un risque de juste valeur puisque celle-ci varie de façon inverse aux variations des taux d'intérêt du marché. Les instruments à taux variables assujettissent la municipalité à des fluctuations des flux de trésorerie futurs connexes.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

26. MRC DE CHARLEVOIX

La municipalité de Petite-Rivière-Saint-François est membre de la municipalité régionale de comté de Charlevoix. Cette dernière fournit des services ayant trait à l'évaluation, à la réglementation d'urbanisme, au schéma d'aménagement, au développement industriel et culturel et à l'ingénierie. À cet égard, la municipalité de Petite-Rivière-Saint-François a versé des sommes totalisant 256 720 \$ au titre des dépenses réparties aux municipalités membres au cours de l'exercice. La MRC est également responsable de la gestion des matières résiduelles, pour lesquelles Petite-Rivière-Saint-François a versé des contributions se chiffrant à 240 768 \$.

Par ailleurs, la MRC de Charlevoix a contribué à la hauteur de 34 065 \$ pour un projet d'investissement à caractère culturel.

La dette à long terme de l'organisme supramunicipal attribuable à la municipalité de Petite-Rivière-Saint-François s'élève à 2 068 742 \$ au 31 décembre 2020 dont 2 045 137 \$ concerne l'endettement lié aux parcs éoliens.

27. COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a décrété une pandémie mondiale due à la COVID-19. Cette situation est en constante évolution et les mesures mises en place ont de nombreux impacts économiques sur les plans mondial, national, provincial et local.

Face à cette pandémie, la municipalité a adopté plusieurs mesures spécifiques qui étaient toujours en vigueur au 31 décembre 2020, notamment l'annulation d'événements sportifs et rassemblements publics ainsi que la fermeture de ses installations culturelles et sportives.

La direction suit de près l'évolution de la pandémie et estime également qu'il lui est impossible d'évaluer de façon fiable les incidences que la durée et la gravité de la pandémie pourraient causer sur les résultats financiers et sur la situation financière de la municipalité au cours des exercices futurs.

ANALYSE DES REVENUS DE FONCTIONNEMENT CONSOLIDÉS

ANNEXE A

	Exercice terminé le 31 décembre		
	2020		2019
	Budget	Réalisations	Réalisations
	\$	\$	\$
TAXES			
Foncières générales	2 977 650	2 971 468	2 844 793
Eau	172 125	164 679	168 932
Égout	127 725	132 524	138 502
Matières résiduelles	281 464	297 038	231 440
Service de la dette	614 624	619 855	608 006
Taxes de secteur - Fonctionnement	277 200	269 518	254 416
Centres d'urgence 9-1-1		4 701	5 014
	4 450 788	4 459 783	4 251 103
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES			
Gouvernement du Québec			
Immeubles et terres publiques du gouvernement	17 929	19 096	17 928
Écoles primaires et secondaires	11 100	10 173	9 767
Gouvernement du Canada et ses entreprises	2 265	2 309	2 581
	31 294	31 578	30 276
TRANSFERTS			
Transferts de droit			
Dotation spéciale de fonctionnement	7 204	7 197	
Autres - COVID-19		94 206	
Transferts relatifs à des partages de frais			
Sécurité civile	4 250	7 077	4 500
Réseau routier	5 723	11 628	13 108
Santé et bien-être			1 750
Aménagement, urbanisme et développement	1 000	4 526	2 933
Activités récréatives	28 440	11 840	4 650
Service de la dette	155 463	233 993	279 114
	202 080	370 467	306 055

ANALYSE DES REVENUS DE FONCTIONNEMENT CONSOLIDÉS (suite) ANNEXE A

	Exercice terminé le 31 décembre		
	2020		2019
	Budget	Réalisations	Réalisations
	\$	\$	\$
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale	3 000	19 804	189
Sécurité publique	2 000		20 580
Transport	246 000	265 081	262 397
Hygiène du milieu	15 000	7 371	13 763
Santé et bien-être	43 013	43 400	43 013
Aménagement, urbanisme et développement			16 409
Loisirs et culture	164 330	87 753	135 221
	473 343	423 409	491 572
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	69 000	41 411	62 676
Droits de mutation immobilière	90 000	465 042	326 278
Droits sur les carrières et sablières	5 000	14 000	
Autres	31 500		
	195 500	520 453	388 954
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	7 800	9 381	7 709
INTÉRÊTS			
	102 000	23 183	131 277
AUTRES REVENUS			
Perte sur la cession d'immobilisations		(40 031)	
Contributions des organismes municipaux	104 029		
Autres	3 500		5 790
	107 529	(40 031)	5 790
TOTAL DES REVENUS DE FONCTIONNEMENT CONSOLIDÉS			
	5 570 334	5 798 223	5 612 736

ANALYSE DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT CONSOLIDÉES

ANNEXE B

	Exercice terminé le 31 décembre		
	2020		2019
	Budget \$	Réalisations \$	Réalisations \$
ADMINISTRATION GÉNÉRALE			
Conseil	160 468	161 520	109 893
Gestion financière et administrative	250 537	247 207	474 308
Greffe	11 650		
Évaluation	95 895	95 395	88 982
Gestion du personnel	10 000	20 816	50 070
Autres	151 595	171 380	157 128
	680 145	696 318	880 381
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Police	311 752	316 054	307 338
Sécurité incendie	125 318	87 781	101 869
Sécurité civile	66 981	72 763	38 378
	504 051	476 598	447 585
TRANSPORT			
Voirie municipale	485 744	425 916	530 259
Enlèvement de la neige	649 833	760 563	771 211
Éclairage des rues	14 500	15 680	17 984
Transport en commun	3 256	3 256	2 279
	1 153 333	1 205 415	1 321 733
HYGIÈNE DU MILIEU			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	69 051	59 189	42 755
Réseau de distribution de l'eau potable	33 475	29 080	13 270
Traitement des eaux usées		14 615	17 312
Réseaux d'égout	49 150	55 665	32 495
Déchets domestiques	178 459	178 459	164 840
Matières recyclables	62 308	62 308	52 836
	392 443	399 316	323 508
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE			
Autres	63 392	79 459	68 249

MUNICIPALITÉ DE PETITE-RIVIÈRE-SAINT-FRANÇOIS

30

ANALYSE DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT CONSOLIDÉES (suite) ANNEXE B

	Exercice terminé le 31 décembre		
	2020		2019
	Budget \$	Réalisations \$	Réalisations \$
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT			
Aménagement, urbanisme et zonage	166 874	222 920	242 363
Promotion et développement économique	210 682	161 498	133 897
	<u>377 556</u>	<u>384 418</u>	<u>376 260</u>
LOISIRS ET CULTURE			
Activités récréatives			
Centres communautaires	105 200	70 160	91 528
Patinoires intérieures et extérieures	26 275	15 451	44 245
Parcs et terrains de jeux	103 317	44 283	86 255
Autres	171 370	100 253	90 248
	<u>406 162</u>	<u>230 147</u>	<u>312 276</u>
Activités culturelles			
Bibliothèque	27 961	11 370	14 429
Autres ressources du patrimoine	35 850	30 003	45 878
Autres	33 620	10 371	35 648
	<u>97 431</u>	<u>51 744</u>	<u>95 955</u>
	<u>503 593</u>	<u>281 891</u>	<u>408 231</u>
FRAIS DE FINANCEMENT			
Intérêts sur la dette à long terme	640 118	617 361	628 560
Frais d'émission de la dette		76 955	80 997
	<u>640 118</u>	<u>694 316</u>	<u>709 557</u>
TOTAL DES CHARGES AVANT AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	<u>4 314 631</u>	<u>4 217 731</u>	<u>4 535 504</u>
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	<u>1 400 000</u>	<u>1 437 213</u>	<u>1 387 945</u>
TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT CONSOLIDÉES	<u>5 714 631</u>	<u>5 654 944</u>	<u>5 923 449</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
Rémunération	1	1 020 830	1 005 750	1 027 237	1 164 033
Charges sociales	2	280 217	236 436	240 002	235 772
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	1 719 937	1 632 719	1 634 499	1 840 140
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	484 655	460 323	460 323	430 443
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	155 463	233 993	233 993	279 114
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11				
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	506 132	497 488	497 488	447 279
Transferts	13				
Autres	14	26 725	25 595	25 595	28 889
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	91 955	89 949	49 062	67 647
Amortissement des immobilisations	17	1 400 000	1 437 213	1 437 213	1 387 945
Autres					
▪ Réclamations dommage-intérêts	18	6 000	3 075	3 075	8 424
▪ Créances douteuses	19	3 000	25 766	25 766	887
▪ Autres	20	19 717	12 621	20 691	32 876
	21	5 714 631	5 660 928	5 654 944	5 923 449